

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

Demande faite dans le cadre de l'examen au cas par cas 'plans-programmes' défini à l'article R122-18 du code de l'environnement, au titre des articles R104-28 à R104-33 du code de l'urbanisme

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Modification de droit commun n°4 du PLU	Plan local d'urbanisme communal (PLU)	Commune de Chatuzange le Goubet

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	-
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	-

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	M. Christian GAUTHIER, Maire de Chatuzange le Goubet
Courriel	Dossier suivi par Mme Nadine REYMOND, Directrice Générale des Services nadine.reymond@chatuzangelegoubet.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Chatuzange le Goubet
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	Population légale 2014 : 5 222 hb (source : INSEE) Population estimée en comptant les constructions récentes : 6 050 hb.
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	-
Superficie du territoire	28 km²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

L'objectif de la procédure de Modification de droit commun n°4 du PLU est de procéder à certaines adaptations réglementaires en vue de :

- ✓ Modifier le règlement écrit et graphique (pièces 3a et 3b du PLU) pour autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes dans les zones A et N,
- ✓ Modifier le règlement écrit (pièce 3a du PLU) afin d'ajuster certaines règles notamment dans les zones Ua, Uc, Ud, Ue, Ui et AUag,
- ✓ Modifier le règlement graphique (pièce 3b du PLU) pour ajouter et/ou supprimer de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme,
- ✓ Supprimer l'orientation d'aménagement intitulée « Aménagement de la zone UD des Chirouzes » (pièce 2b du PLU),
- ✓ Le cas échéant, de corriger d'éventuelles erreurs matérielles et réaliser des ajustements mineurs lors de la rédaction détaillée du dossier de modification.

Annexe I : Arrêté du Maire n°2017-131 du 21 avril 2017 prescrivant la modification de droit commun n°4 du PLU de Chatuzange le Goubet

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Les grandes orientations du projet Modification de droit commun n°4 du PLU sont :

- **Modifier le règlement écrit et graphique (pièces 3a et 3b du PLU) pour autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes dans les zones A et N**
Cette modification résulte de la prise en compte des nouvelles dispositions législatives en vigueur (loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt et la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques) et s'inscrivent donc dans le respect des objectifs du développement durable mentionnés à l'article L101-2 du Code de l'urbanisme.
Le règlement écrit modifié qui autorise les extensions des habitations et la création d'annexes en zone A et N prend en compte la doctrine de la CDPENAF (Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers) dans la Drôme, permettant d'assurer la bonne insertion du bâti dans l'environnement et sa compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier.
- **Modifier le règlement écrit (pièce 3a du PLU) afin d'ajuster certaines règles notamment dans les zones Ua, Uc, Ud, Ue, Ui et AUag**
Cette modification permet de simplifier les règles d'implantation en limite séparative dans les zones Ua, Uc et Ud et permet de mieux adapter la forme urbaine dans la zone Ue. Les règles concernant la hauteur maximale sont réajustées à la marge et sont précisées pour tenir compte des modalités d'implantation (en limite séparative ou non, ...). L'évolution des règles de la zone Ui permet de conforter la vocation économique de la zone.
- **Modifier le règlement graphique (pièce 3b du PLU) pour ajouter et/ou supprimer de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme**

Le principe d'autoriser le changement de destination au titre de l'article L123-3-1 du Code de l'urbanisme (devenu L151-11 du Code de l'urbanisme) va dans le sens de la valorisation du bâti existant en zone agricole et naturelle et de la limitation de la consommation d'espace.

▪ **Supprimer l'orientation d'aménagement intitulée " Aménagement de la zone UD des Chirouzes " (pièce 2b du PLU)**

La suppression de l'orientation d'aménagement le secteur des Chirouzes introduit une certaine souplesse quant aux possibilités de développer un projet mixte (habitat/activité, ...) dans la zone. La maîtrise du foncier par la commune garantira la prise en compte de principes d'aménagement durables du projet.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- *Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;*
- *Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;*

1) Modification du règlement écrit et graphique pour autoriser les annexes et les extensions des constructions d'habitation existantes dans les zones A et N

L'article 2 du règlement des zones A et N du PLU est modifié afin que les bâtiments d'habitation existants puissent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dans la mesure où ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Conformément à l'article L151-12 du Code de l'urbanisme, le règlement écrit des zones A et N précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

En conséquence, les zones Ah n'ont plus lieu d'être maintenues au plan de zonage et d'être réglementées. Elles sont dorénavant zonées et réglementées respectivement dans les zones A et N du PLU.

2) Modification du règlement écrit afin d'ajuster certaines règles notamment dans les zones Ua, Uc, Ud, Ue, Ui et AUag

Zone	Art. 1	Art. 2	Art. 6	Art. 7	Art. 9	Art. 10
Ua	-	-	-	La règle de la "bande de 15 mètres " en Ua, Uc et Ud ne s'adapte pas toujours aux projets susceptibles de s'implanter dans la zone et peut constituer une contrainte. Sa suppression introduit donc une certaine souplesse.	-	Les règles de hauteur sont définies à l'égout de toiture, et non plus au faîtage, afin de prendre comme référence la hauteur de la façade des constructions. De fait, les hauteurs maximales sont modifiées.
Uc	-	-	-	Afin d'améliorer la lisibilité du règlement, la référence à la possibilité d'un recul à 2,50 m en zone Uc, Ud et Ue est également supprimée.	-	Ponctuellement, le règlement adapte la hauteur maximale pour certaines destinations (hébergement hôtelier en zone Uc,...).
Ud	-	-	-	Afin de limiter l'impact lié à l'implantation des constructions en limite latérale, les reculs sont réglementés en fonction de la hauteur des constructions.	-	Concernant les clôtures, l'objectif est de permettre une certaine souplesse en autorisant une hauteur supérieure de 20 cm à celle qui s'applique actuellement.
Ue	-	-	-		-	
Ui	L'objectif recherché est de ne plus autoriser l'implantation d'habitat lié à la présence d'activités afin d'affirmer plus fortement la destination de la zone Ui qui est à vocation artisanale, commerciale et industrielle.	La réduction du recul de 10 m à 5 m permet d'optimiser l'urbanisation sur les tènements.		La règle d'implantation est assouplie de sorte à optimiser l'urbanisation sur les tènements	La référence aux constructions destinées à l'habitat est, de fait, supprimée	-
AUag	-	-	-	La règle de hauteur est assouplie afin de prendre en compte le projet d'implantation de la nouvelle gendarmerie	-	

3) Modification du règlement graphique pour ajouter et/ou supprimer de nouveaux bâtiments susceptibles de changer de destination au titre de l'article L151-11 du Code de l'urbanisme

Le règlement graphique est modifié afin de repérer 17 nouveaux bâtiments en zone agricole ou naturelle susceptibles de changer de destination et de supprimer deux bâtiments en zone agricole repérés au plan de zonage en vigueur au titre de l'article L123-1-5 (devenu L151-11 2°) du Code de l'urbanisme qui ont déjà changé de destination.

4) Suppression de l'orientation d'aménagement intitulée " Aménagement de la zone UD des Chirouzes "

Plusieurs orientations d'aménagement ont été définies dans le PLU en vigueur afin de cadrer, sur des secteurs à enjeux, les conditions d'urbanisation (accès, forme urbaine, ...). L'orientation d'aménagement intitulée " Aménagement de la zone UD des Chirouzes " correspond à un secteur classé en zone UD qui fait l'objet d'une maîtrise foncière par la commune de Chatuzange le Goubet (parcelle AD 198).

L'orientation d'aménagement étant très précise sur ce secteur des Chirouzes, elle limite les possibilités de développer un projet mixte (habitat/activité, ...). Compte-tenu de la maîtrise du foncier par la commune et du caractère évolutif du projet d'aménagement, la commune propose de supprimer cette orientation d'aménagement.

Annexe II : Dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU de Chatuzange le Goubet

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Le dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU a été soumis à un avis simple de la CDPENAF au titre de l'article L151-12 du Code de l'urbanisme qui dispose que :

« Dans les zones agricoles, naturelles ou forestières et en dehors des secteurs mentionnés à l'article L. 151-13, les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

Les dispositions du règlement prévues au présent article sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime ».

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non

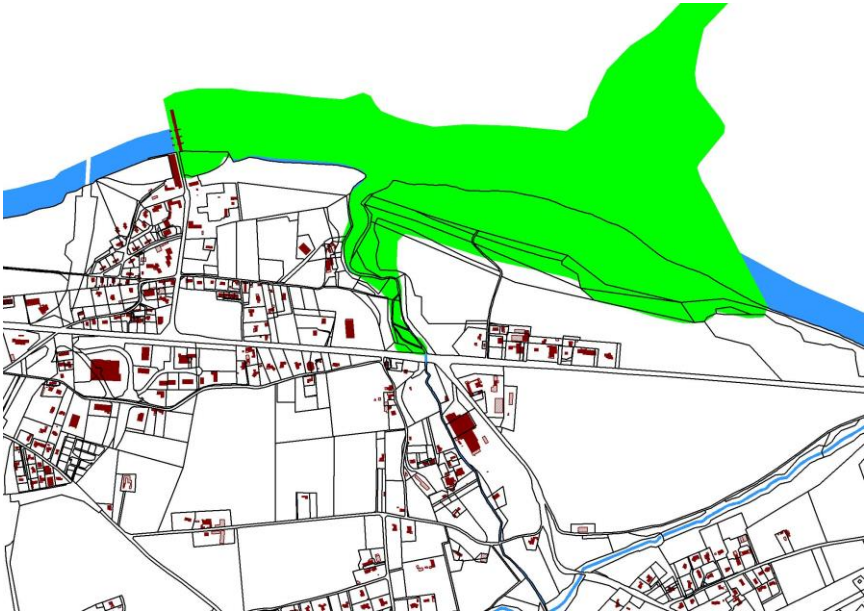
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui Le SCOT Rovaltain Drôme-Ardèche, approuvé le 25 octobre 2016 et exécutoire depuis le 17 janvier 2017, a été élaboré selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 ».
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 SAGE des Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence (en cours)
3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PLU en vigueur (2012) n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ▪ Le PLU en vigueur est en cours de révision générale et le nouveau PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale (en cours) : Décision n°2016-ARA-DUPP-00232 en date du 20 janvier 2017 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) après examen au cas par cas relative à la révision du PLU 	

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

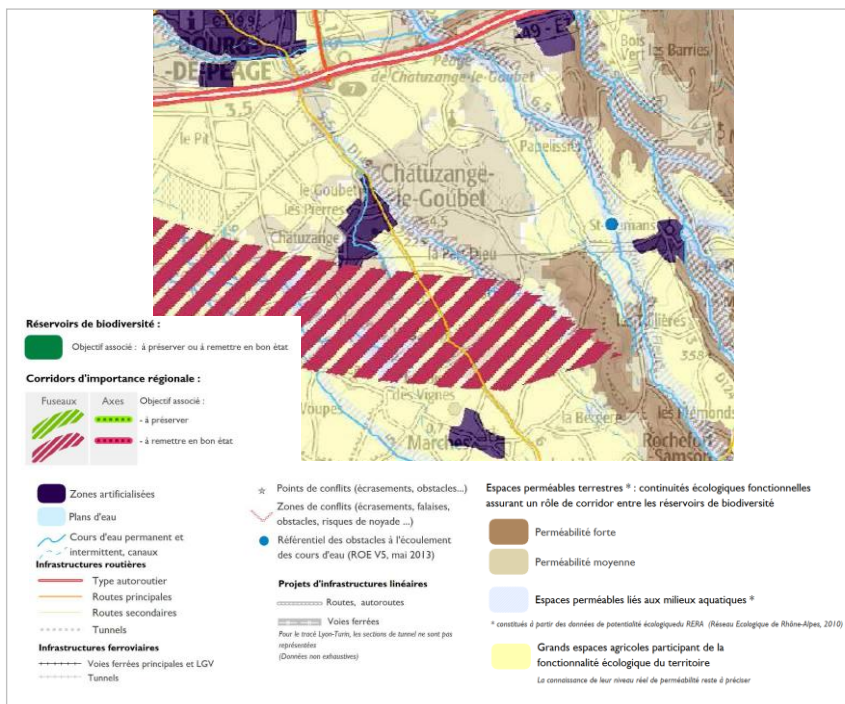
4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<i>Sans objet au regard du dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<i>Sans objet au regard du dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<i>Sans objet au regard du dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ? + Quelle est approximativement la superficie consommée (extensions urbaines) ?	-
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	-

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?	Oui		ZNIEFF de type I : « Confluent de la Joyeuse et de l'Isère » (n° régional : 38160004). La superficie totale de la ZNIEFF est de 76,19 ha, environ la moitié de son territoire est située sur la commune de Chatuzange le Goubet (au nord, à proximité de l'Isère).

			<p>Superposition entre la ZNIEFF et le bâti</p>  <p>Le dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU n'a aucun impact sur la ZNIEFF. En effet, aucune habitation existante n'est présente dans le périmètre de la ZNIEFF.</p>
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE , SCoT, DTA...) ?	Oui		<p>1- A l'échelle du SRCE</p> <p>Chatuzange le Goubet est concerné par un corridor d'importance régionale, orienté est-ouest, identifié dans le cadre du SRCE de Rhône - Alpes approuvé par arrêté préfectoral 16/07/2014. Ce fuseau connectant le réservoir de biodiversité défini autour du fleuve Rhône le réservoir de biodiversité constitué par le massif du Vercors. La cartographie ci-dessous présente la trame verte et bleue à proximité de Chatuzange le Goubet, telle que présentée dans le projet de SRCE. Le fuseau ou corridor d'importance régionale traversant Chatuzange le Goubet, au sud de la zone urbanisée de Chatuzange est qualifié comme étant « à remettre en bon état ».</p>

Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du SRCE sur la commune de Chatuzange le Goubet



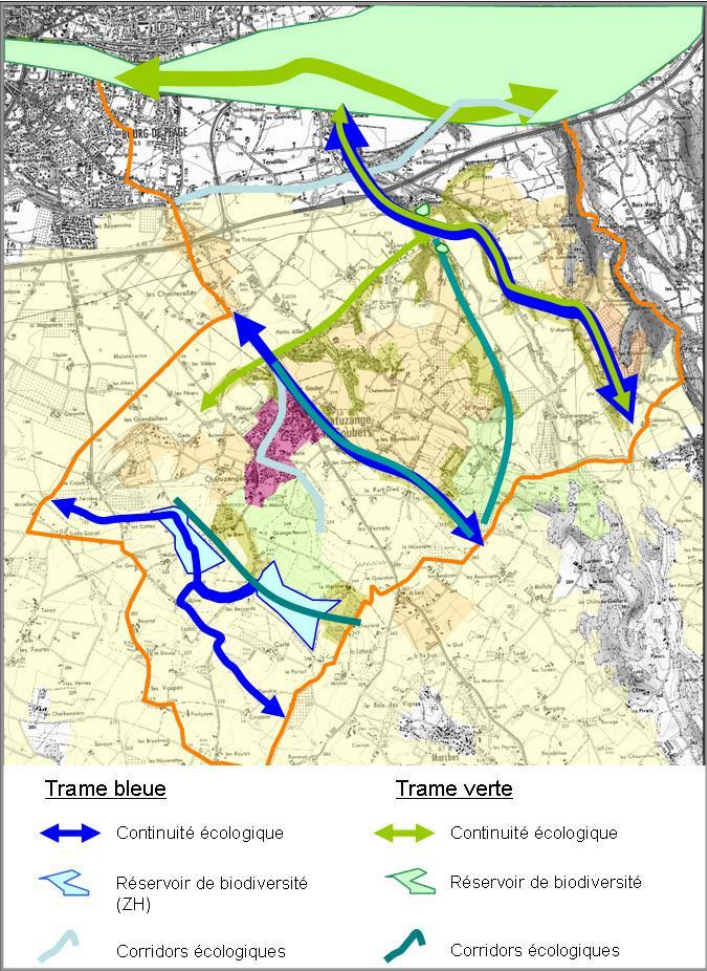
2- A l'échelle du SCOT


Le SCOT fixe comme orientation dans le projet de DOO de « Préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques », à travers la protection des :

- **Corridors verts** d'intérêt supra-communal permettant de préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques,
- **Corridors bleus** d'intérêt supra-communal permettant d'assurer les déplacements linéaires de la faune le long des cours d'eau via des espaces tampons doivent être préservés de part et d'autre des cours d'eau.

Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du SCOT sur la commune de Chatuzange le Goubet



		<p>3) A l'échelle de la Commune</p> <p>Les études environnementales conduites à l'échelle de la Commune par le cabinet environnemental dans le cadre du PLU ont permis de décliner localement la TVB du SRCE et du SCOT et de préciser la TVB à l'échelle communale.</p> <p><i>Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du PLU sur la commune de Chatuzange le Goubet</i></p>  <p>→ Le dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU n'a pas d'impact sur les continuités écologiques connues ou repérées. En effet, l'extension des habitations existantes ou la création d'annexes aux habitations ne sont pas susceptibles de remettre en cause l'équilibre de ces continuités écologiques.</p>
<p>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière,</p>	Oui	<p>Les zones humides de l'inventaire départemental</p> <p>Cinq zones humides ont été identifiées sur la commune de Chatuzange le Goubet lors de l'inventaire départemental et sont décrites ci-après.</p>

inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?																				
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Nom de la Zone Humide</th><th>Surface en Ha</th><th>Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ruisseau de Fleurs</td><td>102,57</td><td>60</td></tr> <tr> <td>Le Charlieu</td><td>30,40</td><td>25</td></tr> <tr> <td>Le Chabot</td><td>17,99</td><td>17,99</td></tr> <tr> <td>La Merline - ruisseau de Bagnol</td><td>28,88</td><td>28,88</td></tr> <tr> <td>Retenue de Pizançon</td><td>46,70</td><td>15</td></tr> </tbody> </table> <p><i>Carte des zones humides identifiées par l'inventaire départemental sur la commune de Chatuzange le Goubet</i></p> 	Nom de la Zone Humide	Surface en Ha	Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha	Ruisseau de Fleurs	102,57	60	Le Charlieu	30,40	25	Le Chabot	17,99	17,99	La Merline - ruisseau de Bagnol	28,88	28,88	Retenue de Pizançon	46,70	15	
Nom de la Zone Humide	Surface en Ha	Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha																		
Ruisseau de Fleurs	102,57	60																		
Le Charlieu	30,40	25																		
Le Chabot	17,99	17,99																		
La Merline - ruisseau de Bagnol	28,88	28,88																		
Retenue de Pizançon	46,70	15																		
	<p>Le dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU n’a aucun impact sur les zones humides. En effet, aucune habitation existante n’est présente en zone humide.</p>																			

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de	Oui		Un édifice de la commune est classé à l'inventaire des monuments historiques : le Château de Pizançon (façade et toiture, escalier intérieur avec sa rampe à balustres – Arrêté du 15/10/1982).

protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),			Le projet de Modification de droit commun n°4 du PLU ne concerne pas ce bâtiment classé : il n'y a donc aucun impact.
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?			<p>La commune est concernée par deux captages exploités pour l'alimentation en eau potable du Syndicat des Eaux de Rochefort Samson (SIERS), et mobilisant les nappes souterraines en présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le forage du Pinet, situé au lieu-dit du même nom, disposant d'un débit de 55 m³/h, couplé à un réservoir de 600 m³ permettant l'alimentation en eau potable de Chatuzange. Ce forage fera prochainement l'objet de gros travaux de réhabilitation. ▪ Le forage des Bayannins, situé au lieu-dit du même nom sur la commune de Bourg-de-Péage, disposant d'un débit de 145 m³/h, couplé à un réservoir de 600 m³ permettant l'alimentation en eau potable de Pizançon. Une partie des périmètres de protection de ce captage est située sur la commune de Chatuzange le Goubet <p>Le projet de Modification de droit commun n°4 du PLU ne présente aucun enjeu au regard des périmètres de captage : il n'y a donc aucun impact.</p>
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		Le projet de Modification de droit commun n°4 du PLU ne présente pas d'enjeu significatif au regard des ressources en eau : il n'y a donc aucun impact.
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>

Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		Le projet de Modification de droit commun n°4 du PLU ne présente pas d'enjeu significatif au regard des ressources en assainissement : il n'y a donc aucun impact.
---	-----	--	---

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	Néant.
Carrières / Etablissement de traitement des déchets	Oui		<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?	Oui		<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?	Oui		<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		1- Le risque naturel d'inondation La commune est concernée principalement par le risque naturel d'inondation. Lors de l'élaboration du PLU de Chatuzange le Goubet approuvé en 2012 (PLU en vigueur), des études d'inondabilité du Charlieu avaient permis d'établir une cartographie des risques, transmise par les services de l'Etat. Les études réalisées en novembre 2011 (GEO+ Environnement) ont été lancées à

		<p>l'initiative de la Commune de Bourg-de-Péage à l'occasion de l'élaboration de son PLU, avant d'être étendues à la Commune de Chatuzange le Goubet.</p> <p>Les études d'inondabilité du Charlieu ont ensuite été complétées en juin 2012 (Alp'Géorisques), à l'initiative de la Commune de Chatuzange le Goubet.</p> <p>En 2014, une cartographie des inondations dans le cadre de la Directive Inondation a été réalisée afin d'élaborer des cartes des surfaces inondables dans les territoires à risque d'inondation (TRI) de Romans sur Isère – Bourg de Péage. La mission a conduit à la réalisation des cartes des surfaces inondables pour les aléas de faible, moyenne et forte probabilité pour les cours d'eau du bassin versant du Charlieu.</p> <p>→ La cartographie des zones inondables dans le cadre de l'étude en cours est beaucoup plus précise car elle est basée sur les résultats d'un maillage 2D et des données topographiques LIDAR très fines (données topographiques avec un pas d'espace en x,y de 1 mx1m), tandis que l'étude Géo+ est basée sur des résultats d'une modélisation à casier (découpage des casiers et cotes d'eau dans les casiers non fournies dans l'étude) et de quelques points topographiques dans le lit majeur. La télédétection par LIDAR (« LIght Detection And Ranging ») a été initiée par la Commune et réalisée en novembre 2015.</p> <p>Au-delà des études réalisées dans le cadre du TRI, la commune a souhaité améliorer sa connaissance des phénomènes hydrauliques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le ruissellement et ravinement (coulées de boue), ▪ Les inondations de pied de versant. <p>Une cartographie a été élaborée à partir d'un traitement simplifié des données fournies par la commune (LIDAR) et de reconnaissances de terrain</p> <p>→ Une cartographie de l'aléa ruissellement sur la commune de Chatuzange-le-Goubet a pu être établie en 2016.</p> <p>La majeure partie des zones concernées par de l'aléa de ruissellement est soumise à du ruissellement ou du ravinement de classe faible ou par de l'aléa fort pour l'ensemble du réseau de fossés. Cette cartographie ne permet</p>
--	--	--

		<p>de qualifier que les zones de concentration des écoulements et ne représente pas le ruissellement diffus et généralisé qui survient sur l'intégralité du territoire.</p> <p>2- La requalification de la marge de recul en bordure des cours d'eau</p> <p>Le PLU de 2012, en vigueur, impose « <i>une bande de 20 mètres de part et d'autre de l'axe des talwegs, ruisseaux et ravins représentés sur la carte IGN au 1/25000</i> ». Dans cette bande, l'implantation de toute nouvelle construction est interdite. Sur certaines zones, cette prescription est pénalisante pour les projets d'urbanisme de la commune. Elle a donc souhaité qu'une étude hydraulique détaillée soit effectuée sur les différents secteurs d'intérêt.</p> <p>Les résultats obtenus par modélisation hydraulique ont été validés et corrigés lors de vérifications de terrain, le mercredi 30 mars 2016.</p> <p>Les cartes finales par zones ont ensuite été réalisées. Sur certaines portions, un décalage a été observé pour le lit mineur entre le LIDAR et les données cadastrales. Par souci de cohérence, la cartographie proposée s'est appuyée sur les données issues de l'exploitation du LIDAR. Dans l'objectif de déterminer le débit centennal, les pluies centennales ont été estimées.</p> <p>L'aléa résultant d'un croisement entre des classes de hauteurs et des classes de vitesses, trois jeux de cartes ont été réalisés par zone :</p> <ul style="list-style-type: none"> • cartes des hauteurs ; • cartes des vitesses ; • cartes d'aléa, obtenues par superposition des cartes précédentes. <p>→ Sur l'ensemble des zones, des débordements apparaissent, mais ils ne justifient pas toujours une largeur de bande de recul de 20 mètres. Notamment, des zones largement surélevées sont hors de portée des débordements et ne sont donc pas concernées par le risque d'inondation. Les cartographies établies suggèrent donc une nouvelle prise en compte des inondations autour des cours d'eau.</p> <p>→ Le projet de Modification de droit commun n°4 du PLU ne présente pas d'enjeu particulier au regard des risques naturels : il n'y a donc aucun impact.</p>
--	--	---

			3- Les autres risques naturels En outre, on peut signaler sur la commune : ✓ le risque de retrait-gonflement des argiles ✓ le risque de séisme (zone de niveau 3 dit de sismicité modérée) Leur prise en compte n'entraîne pas de contraintes d'urbanisme , mais passe par la mise en oeuvre de règles constructives. L'application de ces règles relève de la responsabilité des maîtres d'oeuvre et des maîtres d'ouvrage.
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	Il n'existe pas de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune, et aucun établissement à risque n'est présent
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		Parmi les nuisances connues, on peut notamment citer les nuisances sonores à proximité des infrastructures. L'A49 et la RD532 sont classées au titre de la loi du 31 décembre 1992 n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit et il est nécessaire de mettre en œuvre des prescriptions d'isolement acoustique .
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	Néant

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Modification de droit commun n°4 du PLU</i>

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite

Sans objet.

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU		
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur		
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration		
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint		
Pour tous	Délibération engageant la procédure	✓	Annexe I
Autres annexes	Dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU	✓	Annexe II

ANNEXE I

Arrêté du Maire n°2017-131 prescrivant la Modification de droit commun n°4 du PLU

ANNEXE II

Dossier de Modification de droit commun n°4 du PLU

(voir en PJ)